

### *Services de garde d'enfants—Loi*

ce titre. Vous et vos collaborateurs nous avez affirmé que les places ciblées donneraient droit à des subventions de fonctionnement. Comme cela ne figure pas dans le projet de loi, il faudrait modifier celui-ci en conséquence.

En outre, le fait de soustraire ces fonds du Régime d'assistance publique du Canada permettra de prendre de l'argent qui n'était destiné auparavant qu'aux frais de fonctionnement et d'immobilisation des organismes à but non lucratif ou aux frais d'exploitation des organismes à but lucratif, pour l'appliquer, si les gouvernements provinciaux le souhaitent, aux frais tant d'exploitation que d'immobilisation des organismes à but lucratif.

D'après les experts dans ce domaine, les garderies à but lucratif, dans l'ensemble, offrent un service de qualité moindre, maintiennent le nombre d'enfants par membre de personnel au maximum autorisé, versent un salaire moindre à leurs employés et engagent du personnel ayant fait moins d'études. De plus, nous ne croyons pas qu'il convienne que les deniers publics servent à subventionner les bénéficiaires d'entreprises privées et des opérations sur lesquelles les contribuables n'ont aucun droit de regard direct ou indirect. Le projet de loi présenté ne répond pas à ces préoccupations.

Voilà ce que je voulais dire en parlant du régime mal conçu qui figure dans le projet de loi.

J'ai écouté le discours que le premier ministre a prononcé à la Chambre aujourd'hui au sujet de la garde des enfants. Certains d'entre nous ont pensé qu'il profiterait de l'occasion pour annoncer des élections, mais il ne l'a pas fait. Il parlait en fait des problèmes qui préoccupent les femmes. Il a choisi ce sujet parce que, d'après les sondages, c'est là un de ses points faibles. Comme George Bush, il n'a pas la cote parmi les femmes. Les Canadiennes n'ont pas confiance en lui et s'opposent à sa politique. Dans son discours, il ne s'est pas demandé pourquoi il en était ainsi. Je voudrais donc prendre un instant pour lui suggérer quelques réponses. Je reviendrai ensuite à la garde des enfants.

La méfiance des femmes à l'égard du premier ministre a de nombreuses raisons. Le gouvernement va consacrer huit milliards de dollars à l'achat de sous-marins nucléaires à un moment où il y a de la pauvreté, des banques d'aliments et une crise du logement au Canada. Les jeunes familles ne peuvent plus se payer une maison, mais le gouvernement affecte huit milliards à l'achat de sous-marins nucléaires. Dans les nouveaux quartiers de Port Moody, de Coquitlam et de Port Coquitlam, en Colombie-Britannique, il n'y a pas de livraison de courrier à domicile, mais le gouvernement peut trouver huit milliards pour des sous-marins nucléaires. Au Canada, les agriculteurs et les habitants des régions rurales souffrent tandis que le gouvernement dépense huit milliards pour des sous-marins. Le gouvernement est en train de militariser notre économie et, instinctivement, les Canadiennes le savent et refusent de s'associer à de tels projets.

La deuxième chose dont devrait tenir compte le premier ministre, c'est l'accord de libre-échange qu'il a conclu avec les Américains. Pour la première fois dans toute l'histoire de l'humanité, le secteur des services sera touché par une entente commerciale. Même l'accord commercial israélo-américain ne

visait pas les services. Le secteur des services est celui qui crée le plus d'emplois, et qui d'autres que les femmes travaillent dans ce secteur? Songez à la vulnérabilité de notre jeune secteur des services, qui évolue rapidement et qui comprend entre autres les services de traitement des données, d'assurances et d'informatique, face à ses concurrents américains et vous verrez que les Américains, grâce à l'accord de libre-échange, feront perdre leur emploi aux Canadiens travaillant dans ce secteur. Et les femmes en souffriront.

Pour revenir aux garderies, les familles et les femmes qui réclament des services de garde de qualité exigent également que le gouvernement prenne des mesures contre la consommation de drogues et l'ivresse au volant au lieu de se contenter de prononcer de beaux discours politiques à ces sujets, comme le fait le premier ministre.

Où était le premier ministre lors du débat sur l'avortement? Il n'était même pas à la Chambre. La politique du gouvernement sur l'avortement était un vrai gâchis. Il n'a même pas eu le courage de présenter un projet de loi sur l'avortement, et les Canadiens l'ont remarqué. Lorsque le premier ministre se demande pourquoi les femmes ne votent pas pour lui, il devrait se rendre compte qu'il n'est qu'un charlatan pour ce qui est de ces questions et remédier tout de suite à la situation.

Pour résumer notre position en ce qui concerne cette mesure législative, je dirai que c'est un projet de loi très imparfait sur un des sujets les plus importants. Il ne renferme pas de normes nationales et n'augmentera pas les capacités d'accueil des garderies. Il ne sera pas avantageux pour la famille canadienne moyenne qui continue de payer trop d'impôt et d'être mal servie par le gouvernement.

Je défie le premier ministre et son parti de déclencher des élections. Nous parlerons de ces questions pendant la campagne électorale. Nous parlerons de la garde des enfants. Nous parlerons de l'idée de vendre notre pays aux États-Unis. Nous parlerons du fait que la famille moyenne paie 1 000 \$ de plus d'impôt par mois par suite des mesures prises par le gouvernement actuel. Nous parlerons du fait que les automobilistes ont encore été victimes d'une hausse de la taxe sur l'essence imposée par le gouvernement. Nous parlerons de toutes les promesses non tenues du premier ministre. Nous parlerons du fait que la famille canadienne moyenne est perdante sous le gouvernement actuel.

[Français]

**Le président suppléant (M. Paproski):** A l'ordre! Comme il est 22 heures, conformément à l'ordre adopté le lundi 20 juin 1988, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à 10 heures, conformément à l'article 3(1) du Règlement.

(La séance est levée à 22 heures.)